Le pouvoir malien sauvé des putschistes par les militaires français

jeudi 17 janvier 2013, par REMY Jean-Philippe (Date de rédaction antérieure : 14 janvier 2013).

Alors que le lycée français ferme ses portes, les écoles maliennes rouvrent les leurs. C'est l'effet de la transformation politique induite par l'intervention militaire au Mali engagée par Paris. Elle augmente le risque pour les ressortissants français, mais diminue celui de voir le pouvoir civil malien renversé.

Loin du nord du pays, il y a un homme que l'armée française a contribué à sauver, au moins temporairement : le président par intérim, Dioncounda Traoré. Quelques jours avant que l'armée française ne déploie des troupes au Mali, notamment à Bamako, le renversement des fragiles autorités locales qu'il dirige semblait « *pratiquement programmé* », selon un proche du président. Selon la même source, des militaires auraient même envisagé d'arrêter ce dernier dans la nuit du 9 au 10 janvier, la veille de la prise de Konna par la coalition islamiste.

Dans les jours précédant le début des affrontements entre djihadistes et armée régulière, qui allaient déclencher les premières frappes aériennes françaises, Bamako était au bord du gouffre.

Les groupes politiques qui soutiennent l'ex-junte du capitaine Sanogo avaient lancé une série de manifestations en faveur de l'organisation d'une concertation nationale dont le but était de remettre en question le pouvoir de M. Traoré. Ils affirmaient aussi leur hostilité à une intervention extérieure, y compris française, au Mali, laissant le soin de reprendre le Nord à la seule armée malienne.

L'AMBIANCE ÉTAIT ÉLECTRIQUE À BAMAKO

Tandis que les groupes armés islamistes se mettaient en ordre de bataille pour organiser leur percée vers le Sud, des manifestations hostiles étaient organisées à Bamako entraînant des violences. Des organisations politiques, un syndicat d'écoliers et d'étudiants (AEEM) avaient appelé à la grève. Dans les rues, on avait dressé des barrages, enflammé des pneus, bloqué le passage de deux ponts. L'ambiance était électrique.

La chute de Konna semblait ouvrir la voie à celle de Mopti et de la base voisine de Sévaré. Un début de réaction en chaîne qui aurait pu emporter le pouvoir civil. « *Si Mopti avait été prise, les islamistes se seraient trouvés avec un boulevard ouvert en direction de Bamako* », analyse Tiébilé Dramé, président du Parena, et pilier du FDR, une coalition hostile à l'ex-junte du capitaine Sanogo. Il conclut : « *C'est le syndrome de Tessalit.* »

En mars 2012, la chute de Tessalit, dans le Nord, avait marqué le début de l'effondrement militaire et psychologique du pouvoir civil malien de l'époque, à la veille d'une élection présidentielle à laquelle le président Amadou Toumani Touré (« ATT ») ne devait pas se représenter. Dans la foulée, un coup d'Etat, mené par des sous-officiers, hommes du rang et officiers subalternes, survenait dans la nuit du 21 au 22 mars 2012 alors que les soldats basés à Bamako refusaient de partir au front. « *Nous n'étions plus que dix-sept à la présidence lorsque les putschistes sont arrivés* », témoigne un conseiller d'ATT présent ce soir-là.

« OTAGES DES MILITAIRES »

Dans le désordre, un inconnu, le capitaine Amadou Sanogo, allait émerger. Contraint de quitter le pouvoir sous la pression des pays de la région peu après, il continue, depuis, d'exercer une forte influence. A la mi-décembre 2012, des responsables militaires de l'entourage du capitaine avaient débarqué sans ménagement l'ex-premier ministre, Cheikh Modibo Diarra, de son poste de premier ministre, en l'arrêtant chez et en lui faisant annoncer sa démission à la télévision nationale. Certains de ses proches ont ensuite été nommés dans le gouvernement du nouveau premier ministre. *« Il ne faut pas se voiler la face : le président et la transition sont les otages des militaires »*, assure un conseiller du nouveau premier ministre, Diango Sissoko.

Qui commande l'armée ? La question est complexe. Dans certaines unités, remarque une bonne source malienne, *« la chaîne de commandement est entièrement perturbée, surtout depuis le putsch : ce sont les sergents qui donnent des ordres aux colonels de notre armée où les officiers supérieurs sont en nombre écrasant »*.

Lorsque le Mali est entré en possession d'une importante livraison d'armes, le matériel, notamment des blindés, a été accueilli à Bamako par le capitaine Sanogo, qui s'est installé à la tête du convoi pour le mener jusqu'au camp militaire de Kati, où se trouve sa propre « capitale ». On ignore si cet armement a fait son chemin jusqu'au front où l'armée malienne devrait être engagée à présent.

Jean-Philippe Rémy - Bamako, envoyé spécial

P.-S.

* LE MONDE | 14.01.2013 à 16h12 • Mis à jour le 15.01.2013 à 10h44.